

Questions orales

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, la Commission canadienne du lait doit suivre certaines lignes directrices afin d'établir une politique. J'ai déclaré à la Chambre que nous établirions une politique non pas pour cinq ans, mais pour aussi longtemps qu'il faudra une industrie laitière au Canada.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'ESSENCE ET L'HUILE À CHAUFFE—LA PRÉSUMÉE
AUGMENTATION IMMINENTE DES PRIX PAR LES GRANDES
COMPAGNIES—LES CONSULTATIONS AVEC LE MINISTRE

M. Jean-Marie Boisvert (Drummond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre si les grandes sociétés pétrolières, et plus particulièrement la société Texaco Canada Limited, ont pris contact avec lui au sujet d'une hausse imminente du prix de l'essence et de l'huile à chauffe, cette hausse devant être appliquée dès la prochaine fin de semaine?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pas avoir entendu toute la question de l'honorable député; pourrait-il la répéter?

M. Boisvert: Monsieur le président, l'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre si les grandes sociétés pétrolières, et plus particulièrement la société Texaco Canada Limited, ont pris contact avec lui au sujet d'une hausse imminente du prix de l'essence et de l'huile à chauffe, cette hausse devant être appliquée dès la fin de semaine prochaine?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je dois dire que je n'ai pas eu de contacts personnels avec ces sociétés, mais les fonctionnaires de mon ministère ont reçu quelques communications de sociétés privées. A ce sujet, comme l'honorable député l'aura remarqué, quelques déclarations ont été rapportées dans la presse à l'effet que les sociétés devront contenir les prix jusqu'au 15 mai.

En ce qui a trait à la société Texaco en particulier, je dois examiner la situation avec les fonctionnaires de mon ministère, et je suis disposé à faire rapport à l'honorable député.

M. Boisvert: Le ministre pourrait-il dire quelles mesures il entend prendre en vue d'obliger les sociétés pétrolières à respecter le moratoire de 30 à 45 jours demandé par le ministre dans son télégramme adressé aux sociétés?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, nous appliquerons les mêmes mesures que nous avons prises pendant les sept derniers mois, en ajoutant une restriction des paiements sur les subventions s'appliquant à l'Est, si les sociétés pétrolières ne se conforment pas à ma requête.

[M. Jarvis.]

L'INDUSTRIE

LE RESPECT PAR LA UNITED AIRCRAFT DES ENTENTES AVEC
LE GOUVERNEMENT RELATIVEMENT AUX SOUS-CONTRATS

M. Jacques Olivier (Longueuil): Je désire poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Peut-il confirmer à la Chambre si la société United Aircraft of Canada Limited, dont les 5,000 employés sont actuellement en grève, respecte les conditions des contrats signés par le ministère de l'Industrie et du Commerce et cette société, afin que des sous-contrats ne soient pas accordés à l'étranger, mais que les travaux soient plutôt exécutés au Canada?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, au mieux de ma connaissance, la compagnie s'est acquittée de ses responsabilités.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN POUR LA DÉPOLLUTION DES
GRANDS LACS—DEMANDE DE PRÉSENTATION D'INSTANCES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au sujet de l'accord qui a été signé il y a environ deux ans entre les États-Unis et le Canada et qui prévoyait, nous l'espérons, le nettoyage des Grands Lacs. Maintenant que le président Nixon a bloqué les crédits consentis par le Congrès, qui auraient facilité la tâche de ce côté, ou en a interdit l'usage, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures songe-t-il à présenter des instances à M. Kissinger ou au président, en vue d'un nouvel examen de cet accord, qui a été signé mais dont on ne semble pas tenir compte à l'heure actuelle?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous espérons qu'une réunion se tiendra bientôt pour faire le point sur l'accord relatif aux Grands Lacs, et nous y présenterons notre point de vue. Si je vois M. Kissinger avant cela, je lui ferai part de ce désir.

LA MONTÉE DES EAUX DU LAC ONTARIO—LES
RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION MIXTE
INTERNATIONALE QUANT À LA RÉGULARISATION—LES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Environnement. Sauf erreur, après avoir examiné la question pendant une dizaine d'années et dépensé près de 6 millions de dollars, la Commission mixte internationale avait recommandé deux choses: la modification des écluses au Sault-Saint-Marie et une nouvelle étude de l'hydrographie du Saint-Laurent et de la façon de mieux régulariser le niveau des eaux du Lac Ontario sans inonder Montréal.

M. l'Orateur: Le député aurait-il l'obligeance de poser sa question? Comme je le disais l'autre jour, cela nous avancerait si les questions et les réponses étaient brèves. Je suis sûr que le député en est maintenant rendu à sa question.